

- Victimes d'attaques de plus en plus virulentes, les entreprises ont un besoin permanent d'experts en cybersécurité.
- Mais les profils sont rares en Belgique et se monnaient à prix d'or.
- Un partenariat public-privé a permis à douze demandeurs d'emploi bruxellois d'accéder à ce métier.

Cybersécurité : "des milliers d'emplois" à pourvoir en Belgique

Le phénomène a pris une ampleur inquiétante. Exemples parmi d'autres: des entreprises aussi variées que l'équipementier aéronautique Asco, le fabricant textile Picanol ou TV5 Monde ont été récemment la cible d'attaques particulièrement vicieuses de pirates informatiques. "Du petit opticien à la grande société cotée en Bourse, tout le monde est désormais la cible potentielle de cyberattaques, explique Alain Rasschaert, responsable cybersécurité pour la Belgique et la France de l'entreprise japonaise Fujitsu. Parfois cela affecte l'activité de l'entreprise pendant des semaines, comme cela a été le cas pour Picanol. Les conséquences financières sont souvent importantes." D'après M. Rasschaert, le grand public ne connaît que le sommet de l'iceberg; seules les attaques informatiques touchant les grandes entreprises sont médiatisées. "Or, les plus violemment touchés sont les petits indépendants qui sont mal formés et paniquent souvent devant les demandes de rançon des hackers."

Le recours à d'anciens hackers qu'il faut bien payer

Pour contrer ces pirates, la Belgique semble démunie. "On cherche en permanence des profils en cybersécurité car les entreprises ont besoin de véritables armées pour défendre leur système informatique", poursuit le responsable de Fujitsu, dont une grande partie du business est désormais la gestion IT pour d'autres sociétés. Les besoins sont énormes. "Je dirais qu'il y a des milliers d'emplois à pourvoir dans le secteur en Belgique." Et, pour l'instant, les perles sont rares: les formations en la matière se comptent sur les doigts d'une main dans notre pays. En fait, ce sont souvent les entreprises qui forment leurs propres employés, voire débauchent d'anciens hackers, pour protéger leurs systèmes informatiques. "Il faut bien les payer, davantage que ce qu'ils pourraient gagner en continuant leurs activités de piratage", souffle M. Rasschaert.

Goutte d'eau dans l'océan, un partenariat public-privé entre Bruxelles Formation, Actiris, Evoliris et Fujitsu a permis la première formation en cybersécurité

Ce sont souvent les entreprises qui forment leurs propres employés, voire débauchent d'anciens hackers, pour protéger leurs systèmes informatiques.

pour une dizaine de chercheurs d'emploi bruxellois. Douze apprenants sur un total de 140 candidatures ont reçu leur diplôme, "une certification internationale", après une formation courte (55 jours) mais intense. Onze d'entre eux ont aussi déjà trouvé un emploi, principalement chez Fujitsu ou l'un de ses partenaires. L'entreprise japonaise, qui emploie 450 personnes en Belgique, s'est dite très "satisfaite" du résultat et envisage d'organiser une formation similaire dans les années à venir. Bernard Clerfayt (Défi), ministre bruxellois de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a de son côté salué la richesse de cette collaboration. "Travailler avec le secteur privé est essentiel pour mettre davantage de Bruxellois à l'emploi. À chaque fois que nous avons ce type de partenariat, les résultats sont impressionnants."

"Un vivier incroyable de talents potentiels à Bruxelles"

Grégor Chapelle, directeur général d'Actiris, et Olivia P'tito, son homologue à Bruxelles Formation, ont également souligné les atouts d'un tel enseignement. "Le gros avantage est que les résultats sont obtenus plus rapidement pour l'employeur et le chercheur d'emploi, développe Grégor Chapelle. Notre objectif reste de proposer des solutions sur mesure qui répondent aux besoins des Bruxellois."

L'émotion était présente ce mardi lors de la remise des diplômes des douze nouveaux experts en cybersécurité dans les locaux d'Actiris. "En 25 ans de carrière chez Fujitsu, c'est le plus beau dossier que j'ai eu à gérer, confesse Alain Rasschaert. Ce métier est passionnant et c'est très positif d'avoir des gens qui viennent avec un regard neuf. On n'a pas tenu compte des diplômes mais du potentiel des candidats, même si une certaine connaissance de l'anglais était requise." Le manager de Fujitsu se dit impressionné par "l'investissement énorme" de ces nouveaux employés qui parlent arabe, russe ou espagnol. "Cette diversité d'origines représente un énorme avantage pour nous. Certains ne se rendent pas toujours compte du vivier incroyable de talents potentiels dont regorge Bruxelles."

Raphaël Meulders



D.R.



R.S.

Un partenariat public-privé entre Bruxelles Formation, Actiris, Evoliris et Fujitsu a permis la première formation en cybersécurité pour une dizaine de chercheurs d'emploi bruxellois.

Témoignage

"Si je peux le faire, tout le monde peut le faire"

Formation. Inès est l'une des heureuses élèves ayant pu obtenir ce diplôme en cybersécurité. Diplômée en informatique en Espagne, elle a commencé sa carrière dans son pays d'origine avant de venir en Belgique. "J'ai travaillé quelques années à Bruxelles avant de décider de me consacrer entièrement à l'éducation de mes enfants." Inès se retire ainsi du marché du travail pendant près de treize ans. "Quand j'ai voulu retrouver un emploi, cela n'a vraiment pas été facile, confesse-t-elle. Les entreprises me demandaient ce

que j'avais fait pendant toutes ces années." Un jour, l'Espagnole tombe "dans le métro" sur l'annonce proposant cette formation. "Je me suis dit qu'il fallait que j'essaye et je me suis inscrite." Quelques mois plus tard, la vie d'Inès a totalement changé: elle est désormais une experte en cybersécurité et a trouvé un emploi. "Cette formation était très complète, explique-t-elle. On a appris les principes de la cybersécurité, comment pirater un site, découvrir le système d'exploitation Linux, etc." La jeune femme reconnaît que ce ne fut pas facile tous les jours. "J'ai dû sacrifier une partie de ma vie et mes week-ends pendant des mois mais si j'ai pu le faire, tout le monde peut le faire", lance-t-elle avec un large sourire aux lèvres. **R.Meu.**



J.C. GUILLAUME

Il reste 119 magasins Blokker en Belgique, mais seulement six sont rentables.

Blokker va-t-il fermer tous ses magasins belges ?

■ Un conseil d'administration du groupe se tient aujourd'hui, lors duquel on va discuter du budget 2020.

Les représentants du personnel belge de Blokker retiendront leur souffle ce mercredi, jour où un conseil d'administration de l'enseigne se réunit. À l'ordre du jour: budget 2020. Les inventaires des magasins Blokker Belgique sont faits et les administrateurs auront une vue précise de la situation. Une situation que l'on sait déjà catastrophique puisque, en effet, seuls 6 magasins sur 119 sont rentables et de lourdes pertes financières s'accroissent (4,6 millions d'euros l'an dernier).

La stratégie commerciale décidée à la suite de la restructuration de Blokker en 2017 (63 magasins avaient été fermés), qui prévoyait un considérable réassortiment avec davantage de produits belges, n'a été mise en œuvre que dans la région de Louvain, en phase pilote, mais nulle part ailleurs.

Alors que tous les voyants sont au rouge, il semble peu probable que le nouveau propriétaire de Blokker, le Néerlandais Michiel Witteveen, cherche à tout prix des solutions pour redresser la barre. Dans une interview accordée fin décembre au quotidien *De Telegraaf*, il déclarait: "La Belgique est un problème. Nous évaluons l'option des fermetures de magasins en janvier."

Que peut-on alors imaginer comme scénarios, si toutefois une décision est bien prise mercredi par les administrateurs? La fermeture des magasins belges les plus déficitaires ou bien un désengagement total de Belgique?

Vers une prolongation du plan social de 2017?

En 2017, un plan social avait été conclu entre la direction et les syndicats belges de Blokker. Il établit que les employés qui seraient licenciés collectivement jusqu'à cette date bénéficieraient des mêmes conditions de départ que ceux qui ont perdu leur emploi pendant la restructuration. De source proche de l'entreprise, on signale que la direction veut prolonger ce plan social. Il faudra sans doute attendre le 18 février, date à laquelle les syndicats belges sont convoqués à une réunion avec la direction, pour savoir ce que le conseil d'administration de Blokker a décidé.

I.L.